



La rationalisation des métiers du social

Les politiques sociales, n°1/2, 2010

Ce n° composé de 9 articles propose une analyse des changements induits par l'étape actuelle de rationalisation du travail, qui vient bouleverser le paradigme et les valeurs qui ont construit le travail social professionnel. Margarita Sanchez-Mazas et Françoise Tschopp proposent, sous forme introductive, une synthèse des différentes contributions, en soulignant le processus de réduction de la professionnalité à l'œuvre dans la logique de rationalisation qui se centre sur les compétences du professionnel, utiles pour les actes, et oblitère les dynamiques relationnelles et la demande des usagers. Les enjeux de la formation sont soulignés avec les tensions entre les logiques de conformité au référentiel et l'accompagnement des besoins de ressourcement des professionnels.

La lecture de ces articles permet de contextualiser, voire de réfuter la dynamique néolibérale à l'œuvre, qui affirme, selon David Giauque, la croyance que le marché constitue un moyen de coordination des activités humaines plus efficace que l'organisation bureaucratique. L'auteur nous prouve le contraire, car selon lui, la nouvelle gestion publique contribue davantage à renouveler la bureaucratie qu'à rationaliser le travail. Michel Parazelle et Suzanne Dessureault remettent en question la rationalité scientifique qui justifie une mise en ordre des choses, une illusion d'un réel maîtrisable, un fantasme de complétude souligne Pascal Martin dans sa réflexion. Il n'en reste pas moins que les règles de l'évaluation tendent à favoriser une centralisation du pouvoir à travers la définition des problèmes et l'établissement des objectifs.

Elsa Giuliani repère également la perte d'autonomie des acteurs dans le processus de mise en écriture des évaluations, car elles aboutissent à des constructions de parcours irréels qui n'exposent de l'accompagnement que les objectifs quantitatifs demandés et une linéarité factice.

Comment s'opposer à ce nouveau pouvoir managérial et à la « distillation d'une représentation du monde et de la personne humaine » ? Carine Dierckx n'accuse pas la raison instrumentale et ses objectifs de performance, mais le type de relation que nous entretenons avec elle. Un travail réflexif, collectif, sur le sens, en référence aux identités professionnelles provoquerait un questionnement de la raison instrumentale. C'est également ce qu'affirment Jean Louis Gérard et Fabrizio Cantelli pour qui ce n'est pas la segmentation des compétences qu'il convient de condamner, mais la déconnexion entre ces actes et les « horizons de sens » qui les fondent.

De la même façon, l'analyse du sens de l'action est un enjeu fondamental pour la formation en travail social, afin de développer une approche « consistante » sur l'identité professionnelle, la compréhension des enjeux sociétaux actuels, selon Nathalie Zaccai-Reyners.

La division du travail entre concepteurs de cadres prescriptifs de l'action et professionnels du quotidien est un levier de la logique rationaliste dont David Giauque (déjà cité) a analysé la contre productivité, mais qui s'impose néanmoins dans une nouvelle division sociale du travail. Devant la hiérarchisation des professions du social et la fascination européenne par le modèle universitaire pour former les travailleurs sociaux, Joelle Libois affirme la nécessité, d'une articulation entre savoirs d'action et connaissances disciplinaires, la théorie nourrissant la pratique. Elle nous propose ainsi une argumentation qui justifie le modèle d'alternance et nous alerte sur la fascination que nous portons au savoir universitaire.

La défense de notre modèle français d'alternance en travail social constitue donc un enjeu. La production d'écrits et de recherches sur les pratiques professionnelles, pour souligner leur dynamique réflexive, pourrait participer à opposer du sens, au fractionnement des pratiques.